

## RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

### Un événement sans précédent, une mobilisation sans lendemain ?

Wynants, Paul

*Published in:*  
La revue nouvelle

*Publication date:*  
1998

#### [Link to publication](#)

*Citation for pulished version (HARVARD):*

Wynants, P 1998, 'Un événement sans précédent, une mobilisation sans lendemain ?', *La revue nouvelle*, vol. CV, numéro 1, pp. 38-43.

#### **General rights**

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

#### **Take down policy**

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

# *Un évènement sans précédent, une mobilisation sans lendemain ?*

---

La marche blanche d'octobre 1996 a certes des points communs avec d'autres évènements rassembleurs, mais elle s'en démarque par l'un de ses enjeux : le fonctionnement concret de la démocratie. Le cinquième pouvoir dont certains ont vu l'émergence ne sera effectif que si les citoyens s'investissent durablement dans le fonctionnement de l'État par le biais de groupes intermédiaires. Faute de quoi, cette marche sera sans lendemain.

---

PAR PAUL WYNANTS

Analyser la marche blanche du 20 octobre pour en relever les antécédents, en mesurer les limites, les potentialités et les risques, tel est mon propos. Ma démarche confronte le présent à un passé récent, mais aussi à un futur proche, ce qui la rend aléatoire. Les lignes qui suivent proposent donc des hypothèses destinées à alimenter la réflexion, sans plus.

## **UN ÉVÈNEMENT SANS PRÉCÉDENT**

La plupart des journalistes qui ont couvert la manifestation ont senti qu'il y avait là «quelque chose de nouveau». Le diagnostic me paraît partiellement fondé. Encore faut-il déterminer en quoi consiste la nouveauté du phénomène.

Trois jours avant la marche, Michel Molitor a mis celle-ci en parallèle avec les réactions de la population française, à la suite du scandale du sang contaminé<sup>1</sup>. Ce rapprochement a le mérite de mettre en évidence une dimension fondamentale, commune aux deux situations : le rejet par la population, au nom de principes éthiques, d'un mode de gestion. Dans les deux cas, il y a également une sorte de dilution des responsabilités, dans le chef des autorités en charge du problème, et un profond désarroi des victimes ou de leurs familles, abandonnées un temps à leur triste sort. S'il est

---

<sup>1</sup> *Le Soir*, 17 octobre 1996.

réel, le choc enregistré en France n'atteint cependant pas l'amplitude de la commotion populaire que nous venons de vivre.

Pour cerner de plus près la spécificité de la marche blanche, il faut la replacer dans son contexte belge, au sein duquel s'est formée une mémoire politique. C'est en comparant des éléments de cette mémoire aux faits du 20 octobre 1996 que l'on peut déceler ce que ceux-ci ont d'original ou d'inédit.

Dans un interview à la R.T.B.F., Jacques Yerna a établi des analogies entre les grèves de 1950, de 1960-1961 et de 1996. Je ne puis le suivre complètement. Sans doute y a-t-il, dans les trois cas, concours de foule et mobilisation plus ou moins spontanée des travailleurs. La toile de fond de 1996 n'est pas non plus sans rappeler celle de l'hiver 1960 : une politique d'austérité qui suscite le mécontentement, une anxiété du monde du travail devant des perspectives économiques sombres. Là s'arrêtent les similitudes.

Une différence essentielle sépare 1996 des deux antécédents évoqués par J. Yerna : le positionnement des acteurs et des participants à l'égard des clivages qui cloisonnent la société belge. La question royale engendre la superposition de trois fractures qui divisent l'opinion, au point de mener le pays au bord de la guerre civile : des léopoldistes majoritairement catholiques, conservateurs et flamands affrontent des antiléopoldistes à dominante laïque, progressiste et francophone. De même, la revendication centrale de la «grève du siècle» — fédéralisme et réformes de structures — manifeste la liaison établie par André Renard entre l'engagement socialiste et le militantisme wallon. La dénonciation simultanée d'une «Flandre cléricale» montre que, deux ans après le Pacte scolaire, la ligne de partage philosophico-religieuse demeure bien présente. Rien de tel dans la manifestation à laquelle nous venons d'assister : nulle distinction apparente entre croyants et incroyants; point d'antagonisme entre progressistes et conservateurs; enfin, Wallons, Bruxellois et Flamands défilent côte à côte.

Le caractère familial du cortège et la communion sur laquelle il semble déboucher effacent, durant quelques heures, l'existence des grands clivages. Bien plus, ils estompent pour un temps la visibilité d'autres fractures : le conflit des générations, le fossé séparant ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, les différences entre Belges et immigrés... Que pareille unanimité soit plus apparence que réalité, je le démontrerai plus loin. En tout cas, dès le début des travaux parlementaires relatifs à «l'enquête sur l'enquête», les cloisonnements ont fait leur réapparition.

Parmi les autres antécédents évoqués par la presse figurent les grandes manifestations antimissiles, notamment celles de 1981 et 1983. Trois points communs avec la marche blanche me paraissent incontestables : l'implication forte de groupes informels, la revendication de pouvoir vivre en sécurité, la remise en question des demi-vérités ou des contrevérités avancées par le pouvoir. Cependant, trois différences sautent aux yeux : dans leur grande majorité, ceux qui défilent contre les missiles sont néerlandophones et identifiés comme tels; parmi eux, les jeunes sont de loin les plus nombreux, tandis que le troisième âge brille par une quasi-absence; enfin, les organisations représentées ne couvrent pas l'ensemble de l'éventail poli-

tique, mais seulement ses composantes de gauche et du centre.

Des journaux ont également perçu des similitudes entre la marche blanche et la manifestation sur l'enseignement de 1990. Ne s'agit-il pas d'attirer l'attention des gouvernants sur un problème de société, négligé ou aggravé par une logique essentiellement budgétaire ? Les personnes qui s'expriment n'invoquent-elles pas l'avenir des enfants ? N'appartiennent-elles pas à divers milieux sociaux et à toutes les générations ? Certes, mais il est aussi des différences frappantes. En 1990, les drapeaux rouges, verts et bleus sont exhibés par les organisations syndicales comme autant de signes d'appartenance à des groupes distincts. Même si des grands-parents se joignent au cortège, c'est aussi un segment déterminé du corps social — la communauté éducative francophone — qui donne de la voix.

Les similitudes sont plus marquées, me semble-t-il, avec les rassemblements qui, en 1993, ont suivi la mort du roi Baudouin<sup>2</sup>.

### LES POINTS COMMUNS ENTRE 93-96

L'ampleur de l'émotion : nombreuses sont les personnes qui pleurent ou semblent commotionnées. Le deuil collectif : en 1993, c'est le sentiment d'avoir perdu un père; en 1996, les victimes sont perçues comme «nos enfants». La prise de parole de citoyens peu politisés, avec occupation d'espaces symboliques (des palais, royal ou de justice), affichage de messages sur les voitures, surabondance du courrier des lecteurs dans la presse, dépôt de gerbes de fleurs devant des résidences et des tombeaux. Chez de nombreux participants, une angoisse diffuse, la crainte d'un péril imminent et grave — la dilution de l'État en 1993, l'enfance ravalée au rang de marchandise en 1996). Une mise en cause implicite ou explicite du pouvoir par certains manifestants : en 1993, la «classe politique» est visée; en 1996, c'est la Justice qui est contestée. Un discours médiatique qui amplifie l'évènement. Il oppose un «avant» (le temps de l'inconscience) à un «après» (le temps du sursaut). Une même couleur, le blanc, qui exprime à la fois la pureté et l'espoir. Elle n'est, de plus, susceptible d'aucune récupération politique. Entre les déferlements d'émotion de 1993 et de 1996, je perçois cependant des différences. La plus grave a été justement qualifiée par Louis Tobback de «mise en cause du système» par certains citoyens. Il y a indubitablement, en 1996 bien plus qu'en 1993, perte de légitimité dans le chef des autorités. Englué dans la problématique budgétaire, déstabilisé par les «affaires», incapable de trouver rapidement le ton juste pour communiquer, le monde politique n'apparaît nullement comme un interlocuteur crédible. La Justice, sur laquelle d'aucuns ont reporté leurs espoirs, déçoit par son inefficacité et son inhumanité. Les partenaires sociaux, pris à contrepied par des problèmes que leurs structures, axées sur le travail, ne permettent guère de maîtriser, semblent hors jeu. Les Églises adoptent un profil bas. Et le «chevalier blanc» — le juge Connerotte — est dessaisi lorsqu'il agit en être humain, perdant de vue qu'il est aussi le magistrat en charge du dossier. Dans ce climat de doute et de scepticisme, nombreux sont les Belges

<sup>2</sup> J'ai souligné les ambiguïtés de tels rassemblements dans les colonnes de *La Revue nouvelle* (1993, n° 10, p. 97-100).

qui veulent adresser un coup de semonce au pouvoir, pour lui dire en substance : «Nous existons.» Confuse et limitée il y a trois ans, cette dimension réactive — je n'irai pas jusqu'à la qualifier de protestataire — est à présent beaucoup plus nette, plus ample aussi.

De surcroît, le statut de porte-paroles légitimes reconnu par la foule est conféré à des personnes très différentes. En 1993, il est attribué à un individu, qui est aussi une institution et un rouage de l'État : «le bon roi». À présent, il est donné aux parents des victimes, c'est-à-dire à de simples citoyens qui interpellent l'État. Des données sociologiques expliquent sans doute une telle investiture : ainsi les Russo, Lejeune et Marchal sont des «gens comme tout le monde», qui se positionnent avant tout comme pères et mères, à l'issue d'un long combat. Surtout, ils disent haut et clair, dans la dignité, ce que beaucoup pensent tout bas. Que, dans de larges couches de l'opinion publique, l'on ressente intensément le besoin de se doter de tels médiateurs ou de semblables porte-voix, pose question : quelle est encore la capacité d'écoute, la réceptivité des pouvoirs institués, face aux attentes de la population ?

Quelles que soient les analogies avec des événements antérieurs, la marche blanche s'en distingue par un des enjeux qu'elle met sur la place publique : le fonctionnement concret de la démocratie. Je rejoins André-Paul Frogner lorsqu'il y voit «une manifestation en faveur de la défense des enfants par des adultes qui ne veulent plus être considérés comme des enfants<sup>3</sup>». Outre les stimulus conjoncturels liés à l'affaire Dutroux, des mutations intervenues dans le tissu social expliquent probablement cet appel d'air : l'élévation du niveau intellectuel et culturel de la population, qui refuse de subir sans plus la manière dont l'État consent à s'occuper de ses problèmes; la moindre prégnance des «piliers», qui ne parviennent plus à discipliner des «citoyens zappeurs»; les frustrations engendrées par la crise et par la mondialisation de l'économie, qui génèrent une aversion croissante au discours de résignation ambiant...

### UNE MOBILISATION SANS LENDEMAIN ?

La question mérite, à tout le moins, d'être posée, bien que nul ne puisse y répondre avec certitude à présent. Indéniablement, la marche blanche aura des suites : des décisions, rencontrant certaines attentes des familles des victimes, ont déjà été prises; des réformes sont programmées ou en cours, dans l'organisation de la Justice; des sanctions devraient intervenir, à l'issue de «l'enquête sur l'enquête». Peut-on annoncer pour autant des lendemains qui chantent ? Je serai beaucoup plus prudent, en soulignant les limites, les potentialités mais aussi les risques de dérive que recèle la manifestation du 20 octobre.

La thèse selon laquelle on aurait vu émerger un cinquième pouvoir — celui de l'opinion publique — me laisse sceptique. Force est de constater que la marche blanche ne porte pas un programme clair et précis. Les messages

<sup>3</sup> *Le Soir*, 2-3 novembre 1996.

qui s'expriment dans ses rangs sont multiples. Quatre d'entre eux paraissent largement répandus : le souhait de faire mémoire des victimes et de marquer une solidarité envers leurs parents; l'inquiétude devant les menaces qui planent sur l'enfance; l'affirmation de valeurs, comme le respect dû aux petits et l'humanité avec laquelle il faut traiter ceux qui souffrent; la volonté ferme de voir éclater la vérité. D'autres contenus sont relayés par une part des manifestants, dont la représentativité est difficile à évaluer : le refus d'abdiquer sa citoyenneté ou — plus positivement — le désir de se poser en acteur au milieu d'une «tragédie nationale» (Albert II); la revendication d'un changement radical dans le fonctionnement des institutions; la protestation contre l'inefficacité et l'arrogance des pouvoirs; le rejet poujadiste du «système». Comme toute ample mobilisation populaire, la marche blanche charrie des éléments divers, mêlant sans doute le meilleur et le pire. Parce que les aspirations et les critiques qu'elle libère sont multiples, quelquefois confuses, il sera difficile de les rencontrer toutes en peu de temps. L'hypothèse d'un séisme politique ou d'une volte-face brutale dans la conduite de l'État me semble improbable.

L'impact à long terme de la marche blanche risque aussi d'être atténué par les caractéristiques que présentent les commotions populaires de ce type. Les énergies que la manifestation polarise sont considérables, mais peu structurées. L'émotion est intense, mais passagère, alors que toute action réformatrice digne de ce nom suppose une permanence dans les résolutions. Les enseignements qu'en ont tirés les participants seront vraisemblablement plus déterminants que l'électrochoc infligé au pouvoir. Si, après avoir communié dans la ferveur, chacun rentre chez soi et se replie sur soi, le pays restera tel qu'il était, après avoir subi un léger lifting ou, tout au plus, un ravalement de façade. Un défi est lancé aux autorités, incontestablement. Mais les citoyens perçoivent-ils qu'ils ont, eux aussi, à relever le gant ? Mesurent-ils les efforts et les sacrifices qu'implique un véritable investissement de la société civile dans le fonctionnement de l'État ? Ne reculeront-ils pas lorsqu'ils en appréhenderont les coûts en termes de gestion du temps, d'information et de formation, de mise en œuvre d'une action organisée ?

Tel est le nœud du problème : il ne suffit pas que l'État soit plus réceptif ou moins insensible, il faut que chacune et chacun sorte de son apathie pour construire. On ne rappellera jamais assez le rôle que jouent à cet égard les groupes intermédiaires, qu'ils soient préexistants ou à créer : ils constituent la courroie de transmission entre une masse inorganisée, plus atomisée qu'on ne le croit, et les autorités instituées dont ils influencent la marche. La priorité n'est-elle pas de redynamiser les organisations qui fonctionnent déjà, pour donner une force accrue d'interpellation et de proposition à notre réseau associatif, dont on souligne à juste titre l'extension remarquable ? Si ces relais s'avèrent grippés, il faudra en mettre en place de nouveaux. Entretemps, on aurait tort de vouloir briser tous les ressorts de la machine au nom d'une citoyenneté grincheuse, éphémèrement redécouverte et peut-être rapidement assoupie. Ce serait réaliser, sans le dire, le projet dangereux de Guy Verhofstadt : instaurer le règne du citoyen-individu face à un État réduit au strict minimum, pour que joue à plein la «liberté», sous les oripeaux de laquelle se cache, en fait, la loi de la jungle...

Ne rien entreprendre, se cantonner dans l'immobilisme aurait également des conséquences catastrophiques. La marche blanche n'est pas aussi virginale qu'on le pense. Elle traduit — entre autres choses — des déceptions, des indignations et des rancœurs. Pour peu qu'on veuille les écarter d'un revers de la main, ces états d'âme resurgiront, accentués ou amplifiés. Qu'il y ait là un danger de dérive populiste ou poujadiste, ce n'est pas douteux. Dans le climat qui sera celui des prochains mois, avec les vagues déferlantes d'Agusta et de l'assassinat d'André Cools, toute faute risque de se payer *cash*.

La marche blanche aura un lendemain pour autant qu'elle revitalise la démocratie, en incitant les citoyens à prendre en main, ensemble et de manière constructive, leur destin collectif. Elle sera un feu de paille si elle est suivie d'un engourdissement rapide. Elle servira la cause de l'extrémisme pour peu que le pouvoir se montre sourd aux appels lancés et que la population capitule devant l'effort à entreprendre. Autrement dit, la véritable portée de la manifestation n'a pas été fixée, une fois pour toutes, le 20 octobre. C'est aujourd'hui et demain qu'elle se détermine.

### *Paul Wynants*

Paul Wynants est professeur d'histoire politique aux Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur.